

# Le Libertaire

ORGANE HEBDOMADAIRE DE L'UNION ANARCHISTE

ADMINISTRATION-RÉDACTION : 9, Rue de Bondy — PARIS 10<sup>e</sup> — Téléphone : BOTzaris 68-27 (Métro : Porte St-Martin)

EXEMPLE POUR  
LE PROLÉTARIAT  
AVERTISSEMENT POUR  
LA BOURGEOISIE

LA FRATERNISATION DES TROUPES ITALIENNES SUR LE FRONT DE GUADALAJARA DOIT ÊTRE UN ENSEIGNEMENT POUR LES ETATS IMPÉRIALISTES QUI VEULENT NOUS ENTRAINER DANS LA GUERRE.

# FRONT RÉVOLUTIONNAIRE !

## LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE N'EST PAS AUX ORDRES de STALINE

« L'Espagne veut être républicaine et démocratique »... C'est en tout cas ce que déclarent les *Izvestia*, interprétant ainsi la volonté du gouvernement russe, beaucoup plus que celle des travailleurs d'Espagne. Par honneur ceux-ci n'entendent pas se laisser déposséder du droit de diriger le mouvement révolutionnaire vers les fins qu'ils auront eux-mêmes déterminées. Ils se battent non pour substituer une équipe gouvernementale à une autre mais pour réaliser pleinement leur émancipation.

La manœuvre stalinienne a cependant sa raison d'être. Elle s'inspire des intérêts de l'imperialisme russe. Il faut donc d'abord que Franco soit vaincu car une Espagne fasciste s'intégrera fatallement au bloc germano-italien et en accroîtra considérablement la puissance. Au contraire l'installation d'un gouvernement républicain signifierait, sur le plan international, l'alliance avec le trio anglo-franco-russe. C'est extrêmement simple. Mais il demeure une troisième solution : celle du triomphe du prolétariat révolutionnaire jetant bas l'appareil de l'Etat et révoquant à l'avance tout compromis avec ceux que Lénine appelaient les brigades impérialistes.

De cette solution le gouvernement russe ne veut pas. Et on le comprend. Elle aurait d'abord pour effet de le privier d'un concours matériel auquel il tient. Mais elle aurait une conséquence bien plus grave encore : elle serait une terrible menace pour le bourreau qui tient dans ses mains sanglantes les destinées du peuple russe. La victoire des révolutionnaires espagnols aurait les mêmes répercussions lointaines que l'octobre russe. Elle sonnerait pour tous les prolétaires, ceux de Russie y compris, l'heure de la révolution. Plus encore que la victoire des bolchéviques en 1917, elle serait le signal et le prélude de « la lutte finale » qui doit emporter la domination de la bourgeoisie. Or, il est bien évident que Staline, le constructeur du « socialisme » dans un seul pays, l'homme qui a mis debout la dictature la plus férocement hypocrite que le monde ait connue, ne peut désirer cette libération du peuple espagnol. De même qu'il conduit le parti communiste français dans les voies de la paix sociale, de l'union avec la bourgeoisie pourvue que celle-ci accepte l'alliance franco-soviétique avec toutes ses conséquences, de même qu'il désire une France forte, c'est-à-dire une France où les luttes sociales sont en sommeil et prête à marcher contre l'Allemagne sur un ordre de l'Etat-Major, de même il a besoin d'une Espagne républicaine et démocratique capable d'entrer dans le jeu russe. (Suite en 3<sup>e</sup> page.)

Nous avons dit dans notre dernier numéro, que la saisie du *LIBERTAIRE* nous avait causé une perte séche de 5.000 francs.

Nous nous voyons dans l'obligation de faire appel à tous nos amis, pour combler le déficit. De plus, notre imprimeur vient encore de nous faire subir une augmentation de 5 %, ce qui porte l'augmentation générale subie depuis six mois à plus de 50 %.

L'augmentation de notre tirage, qui a la suite des événements de Clichy vient encore de progresser de 4.000, nous a permis de supporter toutes ces charges supplémentaires. Mais aujourd'hui le coup que vient de nous porter Dame police, par la saisie de notre numéro spécial est trop dur, ...

Depuis longtemps nous avons fait disparaître de nos colonnes ces appels angoissés pour assurer notre parution, c'est qu'ils étaient devenus inutiles, mais aujourd'hui il n'en est pas de même. Les 5.000 francs que nous avons perdus doivent être rapidement récupérés. Ils peuvent l'être dans l'espace d'une quinzaine si tous nos amis le veulent.

C'est la nouvelle formule qui doit rallier tous les prolétaires déçus par les trahisons du Front Populaire. Il unira révolutionnairement tous les exploités, contre leurs maîtres.

**IL EST SEUL CAPABLE D'ASSURER  
LE PAIN, LA PAIX, LA LIBERTÉ**

Les événements de Clichy ont brutallement démasqué les dirigeants du Front Populaire. La classe ouvrière retrouve en ces journées son admirable combativité des grèves de juin. Sensible, nerveuse, elle se dressa unanime contre le crime. Les morts étaient des travailleurs, ils lui appartenaient. Montrant toute sa force, en arrêtant la vie économique de la capitale, elle fit comprendre aussi bien aux apprentis dictateurs, qu'à ses dirigeants, qu'ils ne répandaient pas le sang ouvrier impunément.

Profitant de l'emprise qu'ils possèdent sur les dirigeants du Front Populaire détournent sa colère, et lui jetèrent en pâture les gueules de La Rocque et de Doriot. Ce fut peut-être assez pour calmer sa colère première, mais cela n'empêcha que les chefs du Front Populaire ont eu chaud. La grève générale leur fut imposée, ils la subirent, la diminuèrent mais ils ne la déclenchèrent pas volontairement. Elle aurait eu lieu sans eux. Ce qui revient dire qu'elle aurait eu lieu contre eux.

Il suffit de rappeler les faits pour s'en rendre compte. Le mercredi matin, *l'Humanité*, le *Populaire*, le *Peuple*, paraissent, en essayant de diminuer les faits, aucun de ces journaux ne parle de grève générale. On les sent gênés. Cela se comprend. Il faut étouffer l'affaire, chaque s'y efforce autant qu'il le peut.

Mais voilà que les ouvriers obéissant à leur instinct de classe, à leur juste colère, quittent le travail. Les chantiers d'exposition sont déserts, les travailleurs italiens venus de l'Italie fasciste suivent le mouvement. Le drapeau noir flotte sur le pavillon de la C.G.T., indiquant clairement la direction que va prendre le mouvement. Les usines métallurgiques suivent l'exemple, les « tôles » sont débrayées. Tous les efforts des dirigeants syndicaux pour faire reprendre le travail sont inutiles. Le mécontentement est à son comble. Il faut faire jouer la soupe de sûreté en donnant un semblant de satisfaction aux travailleurs. Ce sera la grève

d'une demi-journée. Le lendemain les journaux dits ouvriers ne donnaient pas le compte rendu de ce mouvement, mais s'étendaient longuement sur l'esprit de discipline qui avait animé les prolétaires, et leur avait fait reprendre bien sage-

En même temps que Blum-Dormoy font poursuivre le « lib » pour « provocations » par la magistrature, dans leur presse ils chargent les porte-plume officiels du parti de faire le procès devant leur opinion.

— Eleve J.-B. Séverac vous ferez deux cents lignes sur la provocation et les provocateurs.

G'est ainsi que le nommé J.-B. Séverac, a trois jours de suite, publié dans le *POPUL*, une série d'articles sur ce thème. Matière ingrate, car le pauvre J.-B. Séverac, s'est essoufflé lamentablement sans arriver à sortir des lieux communs habituels. Malgré les gloires laborieuses de Séverac il n'y a pas deux sortes de provocateurs : pour nous il n'y en a qu'une. Le provocateur est un agent policier camouflé en manifestant ou introduit dans les milieux révolutionnaires pour les inciter à des violences voulues d'avance par la police et le gouvernement, afin de provoquer la répression.

S'il en était ainsi dans l'affaire de Clichy les chefs de Séverac ont un bon moyen de faire la lumière sur ces événements. Jusqu'à nouvel ordre M. Blum est bien présent du Conseil ; M. Marx Dormoy, ministre de l'Intérieur, et, par conséquent, des forces policières. Ils ont ou doivent avoir en mains les possibilités de démasquer les provocateurs.

Qu'ils ouvrent les dossiers, LEURS dossiers ! Qu'ils donnent la liste des provocateurs, de LEURS provocateurs ou qu'ils se taisent !

Car tout le reste n'est que mensonges et boniments.

LOUIS ANDER.

ment le travail l'après-midi, oubliant de signaler que beaucoup de chantiers et d'usines n'avaient pas repris.

Cette magnifique réaction ouvrière nous autorise tous les espoirs pour l'avenir. Qui donc, après les grèves de juin, après ce mouvement, osera encore parler de la lâcheté ou de la veulerie du prolétariat ? Seuls les dilettantes perdus dans la contemplation de leur nombril, ou les prétendues élites qui veulent vivre de la crédibilité populaire peuvent encore tenir un semblable langage. Les travailleurs veulent se battre, ils prennent chaque jour davantage confiance en eux, en leur capacité politique.

Les partis peuvent encore les dupper, mais ils ne le feront pas encore longtemps. C'est au milieu de ces luttes quotidiennes que le prolétariat s'instruit. Les faits sont plus forts que les hommes et les théories.

L'assassinat de Clichy marque une étape dans la faille du Front populaire. Beaucoup de travailleurs ont compris.

Beaucoup se rendent compte après l'emprunt pour la défense nationale, après la fusillade de Clichy, que ce gouvernement à direction socialiste, est là pour faire les affaires de la bourgeoisie et non celles du prolétariat. Le fossé entre les classes, qui obligera les chefs des partis à se ranger du côté de la bourgeoisie, accentuera la séparation entre ceux-ci et leurs troupes qui, de plus en plus désillusionnées, les quitteront.

Dans ces conditions, notre rôle à nous, anarchistes, est donc nettement tracé : nous rapprocher toujours davantage des masses prolétariennes.

Le Front Populaire a fait faillite, il faut substituer à ce front hétéroclite d'intérêts contradictoires, un front d'intérêts prolétariens. Nous devons le réaliser le plus rapidement possible.

Le Front Populaire se meurt, place maintenant au Front Révolutionnaire.



## Cautère sur jambe de bois

Dans mon dernier article (1) j'ai dit que j'examinerai les diverses mesures proposées dans le but d'écartier autant que possible le retour de nouvelles nuits tragiques comme celle du 16 mars dernier à Clichy.

Il y a, ayant tout, les mesures qui tendent à la découverte des « responsables » et à l'établissement des responsabilités.

S'il ne s'agissait pas d'un événement aussi dramatique, je dirais volontiers qu'à nous sommes, ici, en pleine rigolade.

Les responsables ? Cherchez-les, fins limiers et subtils enquêteurs qui avez avec la charge de les dénicher. Et, d'abord, qui êtes-vous, Messieurs ?

C'est vous, Marx-Dormoy, ministre de l'Intérieur ? C'est vous, Langeron, Préfet de Police ? Vous et vos subalternes : commissaires de police, gradés de la garde mobile, mouschards de tout poil, qui allez déconvaindre les responsables ?

Quelle plaisirterie ! A-t-on jamais vu, à la suite d'un cambriolage un peu compliqué, confier à ceux qui ont fait le coup le soin d'en rechercher les auteurs ?

Car il n'est pas douteux que les responsables de la catastrophe — j'entends par là, non pas seulement les brutes qui ont tué et blessé, mais encore et surtout ceux qui ont amené là, en service commandé, cette masse armée — c'est vous.

Il est vrai que, après avoir joué, pour égayer l'opinion publique, l'odieuse comédie de « l'enquête » à laquelle vous ne pouvez vous soustraire, enquête que vous vous ingénieriez à rendre laborieuse et délicate, il vous restera, sans que vous ayez à faire de sérieux efforts d'imagination, la traditionnelle ressource des « Agents provocateurs ».

Ils ont bon dos, les provocateurs !

Et, comme on ne trouvera ceux-ci (et pour cause) ni du côté des fascistes, ni du côté des antifascistes, on laissera entendre que les provocateurs appartiennent à ces milieux troubles, équivoques, suspects qui, en de telles circonstances, sont toujours là pour déclencher la bagarre...

Passons : Cautère sur jambe de bois...

On propose, que dis-je ? on réclame à cor et à cri la dissolution des Ligues facieuses.

Bizarre ! Je croyais que c'était chose faite, en tout cas, mesure déjà prise.

Me trompé-je ? — Non. Et alors ?...

Alors, on objecte que cette mesure a bien été décidée, mais n'a jamais été sérieusement appliquée.

Qui me dit qu'elle le sera cette fois-ci et que ce qui n'a pas été fait hier sera fait demain ?

On objecte encore que, pour se soustraire à la dissolution, ces Ligues se sont transformées en partis politiques.

Soit. Disons que c'est exact.

Mais, est-il interdit de fonder un nouveau parti politique ? Le nombre des partis serait-il limité, comme celui des bistrots ou des maisons closes ?

SEBASTIEN FAURE.

(Voir la suite page 4.)

La Commission  
Artistique de l'U.A.

vous invite

LE DIMANCHE  
11 AVRIL 1937

au

Grand Gala Artistique

qui clôturera

la Saison 1936-1937

Le programme  
complet paraîtra dans  
le prochain numéro

que des vedettes !

pas un gouvernement socialiste. On peut se demander quand un gouvernement exclusivement socialiste sera au pouvoir et si cela ne correspond pas plutôt à de belles tirades électorales sans examen plus approfondi. D'autre part si l'on peut accepter en partie cette thèse pour la question du minimum obtenu il est impossible de justifier le massacre de Metlaoui, la tuerie de Clichy, l'augmentation des crédits militaires avec de semblables arguments.

Ou bien de concert avec des partis bourgeois le parti socialiste prend des mesures sur lesquelles tous sont tombés d'accord ou bien il est à la remorque de ces partis bourgeois et adopte leur politique. C'est le dernier cas qui se présente.

La tradition si bien commencée en 1914, continuée pendant la période d'après-guerre, vient en France de se renforcer par une nouvelle expérience : la social-démocratie dans tous les pays est non seulement un défenseur fidèle de la bourgeoisie mais encore un instrument précieux aux mains du capitalisme pour l'écrasement des forces révolutionnaires.

\*\*

Nous sommes sûrs par ailleurs que ces idées sont celles des militants de la Gauche Révolutionnaire et des Jeunesse Socialistes militaires.

Il subsistait cependant une raison qui militait en faveur de ceux qui restaient au sein du parti, raison en partie valable : la démocratie intérieure permettait à toutes les tentatives de s'exprimer, voire même de coordonner les efforts de certaines minorités, de les organiser. La saisie policière de l'organe de l'Entente des Jeunesse de la Seine, la poursuite judiciaire des meilleurs militants de cette organisation démontre la fragilité de cette démocratie.

Même en Allemagne le parti n'avait jamais poursuivi par des méthodes de justice bourgeoisie une organisation adhérente et c'est la preuve qu'en France les ministres de Front Populaire et leurs soutiens communistes sont prêts à donner toutes garanties à la bourgeoisie en ce qui concerne la paix sociale.

\*\*

Il est des moments où il faut choisir entre les sympathies de militant, les attaches souvent sentimentales qui lient à une organisation et les raisons profondes qui sont la base même de la vie militante : la volonté de vaincre les forces bourgeoises, la nécessité de rester fidèle à une politique révolutionnaire, l'impossibilité de rester solidaire — ou d'être considéré comme solidaire — d'une politique antiproletarienne.

Il ne peut s'agir aujourd'hui de questions de discipline, de nuances dans l'interprétation de textes, de souplesse plus ou moins grande dans des statuts, il s'agit de savoir de quel côté de la barricade il faut se placer. Il faut oser voir clair.

RIDEAU.

## Notes et Glanes

♦ De mieux en mieux renseigné, le Choc-  
colon Guillaume ! Il y a trente « dynamiteurs » à Paris et « effectif total des anarchistes dangereux est maintenant de 67 ». Plus de trois cents copains m'ont affirmé faire partie des « 67 » Ben, mon colon !

♦ Le Guillaume demande dans son Choc, du 18 mars, si la police connaît nos noms et



adresses. Dans le secret dessein, sans doute, de les lui livrer. C'est peu chrétien, colonel. C'est même abject, le mouchardage. Et, sachez que les cafards nous les écrasons.

♦ Il a dû jour, l'historien-colon, quand il a su que les cambrioleurs de Badin avaient fracturé la porte du « Lib ». Ne réclamait-il pas que « le Gouvernement se décide aux perquisitions à toutes les perquisitions nécessaires, urgentes » ? Et dire qu'il n'a même pas su en profiter pour torcher un de ces petits papiers dont il a le secret, dans son numéro suivant. Deviendrait-il le colonel Ramolot ?

♦ En tout cas il est bien aussi jésuite que ses copains de l'Huma : pas un mot sur la saisi de notre numéro spécial, ni l'un ni l'autre. La main tendue que n'avaient seraient déjà acceptée par les cagots ?

♦ Par contre Choc du 25 mars ne fait que des mamours à Judas Doriot. Pourquoi Judas et pas Casimir ? Ça déstabilise mon entendement de constater que les salauds peuvent encore choisir entre eux.

♦ Maintenant, pour ce qui est de « contraindre les partis nationaux à agir eux-mêmes (contre nous), avec tous les risques que cela comporte », je vous en prie, G. D. V., laissez-moi me marrer !

♦ Page enfantine de l'Huma du 28 mars. Dessins de Janser : un chat, « pour se débarasser d'un sale chien », emploie la dynamite. Et peut-être qu'un jour, un fils de nac, proné flic, trouvera normal d'employer pareil engin pour détruire un quelconque « ennemi » de la société ainsi qu'il fut fait à Bonnot et Garnier.

♦ De L'Œuvre du 28 mars : un cliché avec, comme titre, « A nous la liberté ». Et il représente des scouts en uniforme, dans un wagon. Où est-elle alors, la Liberté ?

♦ Le Colonel Dumoulin a été libéré conditionnellement. Je m'en réjouis pleinement. Tout le monde, d'ailleurs, en fait autant. Jusqu'au viseur de Geo London. Mais je crains rester seul en demandant la libération conditionnelle ou non — de tous les hommes qui souffrent en prison. Allons, London, un mot en faveur d'Etiacian Vezian pour commencer...

♦ Ca vous a de ces trouvailles, ces ministres du Front Populaire ! Ça veut militariser davantage les flics, les rendre encore plus vaches, si possible, et ça appelle ça : « humaniser la police ! »

♦ Bénito, je crois, a encore le sable du si-moin dans les yeux. Ça l'énerve, ce gosse, aussi il fait son petit meuchant. Mais qu'il fasse bien attention : les braves copains italiens qui traînent avec les Espagnols sauront une fois rentrés chez eux, être de bons propagandistes de la Révolution prolétarienne. Aussi ne donnerai-je pas cher de la peau de celui que Cachin s'en fut acheter au nom de la civilisation.

HENRI GUERIN.

# LA MEUTE

Ainsi qu'une douairière au snobisme médiéval, la Société, depuis une semaine, chasse à courre. Tout le monde en est. Sûreté générale, ilicaille vulgaire en uniforme, les mains encore tachées du sang de Clichy, gras fermiers et piétres bûcherons, valets d'écurie et pêcheurs en rupture d'amorce, troufous mobilisés à des fins de basse police, sans oublier les inévitables envoyés spéciaux des grands quotidiens, lesquels relatent à l'usage des amateurs éloignés les péripéties de l'équipée.

Quant au gibier, il est constitué par des hommes, qui, lassés de croupir dans un cauchot ont percé le mur de la prison pour s'enfuir à travers champs.

Qu'avaient auparavant fait ces hommes et quels forfaits justifiaient leur séjour dans cette maison d'arrêt ? Probablement quelque atteinte à la sacro-sainte propriété, ce vol initial. On assure qu'il y avait un assassin parmi eux. Et après ? Qu'est-ce que ce petit meurtrier qui tua tout juste une personne, si on le compare à un Weygand ou à un Castelnau ? Est-ce une raison pour le trahir sans merci ? Et pourchasse-ton de même manière M. Marx Dormoy, par exemple ?

En bref, il y a comme d'ailleurs dans toutes les gênes, plus de victimes que de coupables, et le martyre que constitue leur fuite rachète largement les quelques peccadilles qu'ils peuvent avoir sur la conscience.

Dans cette tragique aventure, la foule donne une fois de plus la pleine mesure de sa basseesse et de son ignominie. Contre ces quatre pauvres bougres, affamés et fourbus se terrant dans les taillies, les représentants de toutes les classes de la société sont ligues, du gros propriétaire terrien au simple vacher, du journalopeux de dernier ordre au cavalier de deuxième classe et à la midinette parisienne qui frémit en dévorant son journal du soir. Pas un cri de pitié pour ces hommes harassés que relance une meute lâche et féroce, pas un geste d'hospitalité, pas un quignon de pain donné par une dame charitable.

Partout des êtres, maîtres ou valets, qui désignent au fil en campagne la direction des fugitifs, partout des index tendus, comme par des centaines d'enfants cafards.

Et les plumiffis de travailler du stylo, de la grandiloquence et du mélodrame ! La région de Sene vit dans la terreur !, écrit vent-ils en essayant de faire revivre aux lecteurs les émotions ressenties par les poursuivants. Car tel est le courage de ces derniers, mouchards et soldats, payans et policiers, que ce sont eux, à quatre cents hommes armés, qui ont peur de quatre louques humaines mettant en leur fuite une énergie désespérée.

Et partout nous est donné le spectacle de la plus écoeurante lâcheté. C'est un fermier nommé Legras (!!!) et qui voit arriver dans sa cour trois des fugitifs. « Avez-vous

(En vente au « Libéralaire », 9, rue de Bondy.)

## BULLETIN D'ABONNEMENT au "LIBERTAIRE"

LISSAGARAY  
HISTOIRE  
DE LA COMMUNE DE 1871

Nouvelle édition précédée  
d'une notice sur Lissagaray  
par AMÉDÉE DUNOIS

Prix : 30 fr. — Franco : 31 fr. 50

(En vente au « Libéralaire », 9, rue de Bondy.)

**BULLETIN D'ABONNEMENT**  
**au**  
**"LIBERTAIRE"**

Je soussigné déclare souscrire un abonnement de .....  
à partir du ..... pour la somme de .....  
dont je vous envoie le montant.

SIGNATURE : .....  
Nom (4) .....  
Ville .....  
(1) Ecrire très lisiblement.

....., le .....  
Adresse : .....  
Département : .....

## APRÈS LES POURSUITES CONTRE « LE LIBERTAIRE »

Nous avons publié dans notre dernier numéro les trois principaux articles parus dans le numéro spécial saisi par la police de Blum-Dormoy. Donnons-en les titres : Après la tuerie de Clichy (la déclaration de l'U.A.) ; Pourquoi nous n'avons pas participé au cortège ? La direction de la C.G.T. a couvert les responsables et réduit la portée de la grève générale. Seule n'a pas été reproduit l'article intitulé « les Provo-  
cations continuent », dont la phrase finale : « par tous les moyens appropriés, il faut fermer la gueule à nos chiens fascistes » a fait l'objet des poursuites pour « provocation directe à la violence ». Cette insolite incitation a été signifiée à notre camarade Jean Girardin par M. Bru, juge d'instruction qui l'avait convoqué à son cabinet mercredi dernier.

Ainsi le gouvernement de Front populaire nous poursuit au nom de la provocation pour avoir nous-mêmes dénoncé les provocateurs fascistes qui, au lendemain même de la tuerie de Clichy, récidivaient dans une affiche placardée sur les murs de Paris.

C'est un comble de veulerie et d'ignomnie. Mais en fait, le texte retenu reproduit cinquante fois par nous dans notre journal depuis six mois, n'était qu'un prétexte pour saisir le journal dans la partie qui pouvait le plus gêner le gouvernement, et qui était dans les manchettes : « LES MAS-  
SACREURS SONT AU FOUVOUR », puis : « Le Front populaire veut transformer le cortège funèbre en manifestation gouvernementale : Nous ne participons pas à l'apothéose des assassins derrière les cercueils des assassinés » ; enfin « C'est le gouvernement Blum-Dormoy et sa police qui, par leur lâche complaisance envers la canaille fasciste, portent la responsabilité de la tuerie. »

Avons-nous besoin de dire que nous ne retirons pas un mot de ces textes, qui ont été le motif réel de la saisie.

L. A.

La presse ne tarit pas de commentaires à propos de l'émission de l'emprunt dit de la Défense Nationale. Elle souligne surtout l'esprit d'union qui a permis de couvrir le montant de l'emprunt en un temps très court, elle déclare que tous les partis, toutes les opinions, toutes les classes se sont retrouvés d'accord pour assurer le succès de l'émission.

De quelle union s'agit-il, quels sont les participants à cette embrassade générale pour la préparation de la guerre ? Il n'est pas inutile de le rappeler.

Le clergé, par la bouche de Mgr le cardinal Verdier, suivant en cela la tradition de l'Eglise catholique, apostolique, etc., qui, de tout temps, dans tous les pays, a précisé le soutien de la patrie, de sa défense ou de son extension.

Les partis bourgeois, toujours disposés à s'organiser sérieusement pour la défense de leurs intérêts avec la peau des autres. Le parti radical qui s'était déjà signalé lors de la répression contre les antimilitaristes, lors de la guerre du Rif, fut le digne pendant au parti de M. Louis Marin et des fractions patrillardes et nationalistes.

Le parti socialiste, évidemment, lui qui a reconnu son internationalisme et son pacifisme au rayon des rossignols, depuis bien longtemps, et qui a prouvé en 1914 que si les théories de fraternité entre les peuples sont de belles choses, on peut cependant leur adjointre d'excellentes théories qu'il faut ajouter.

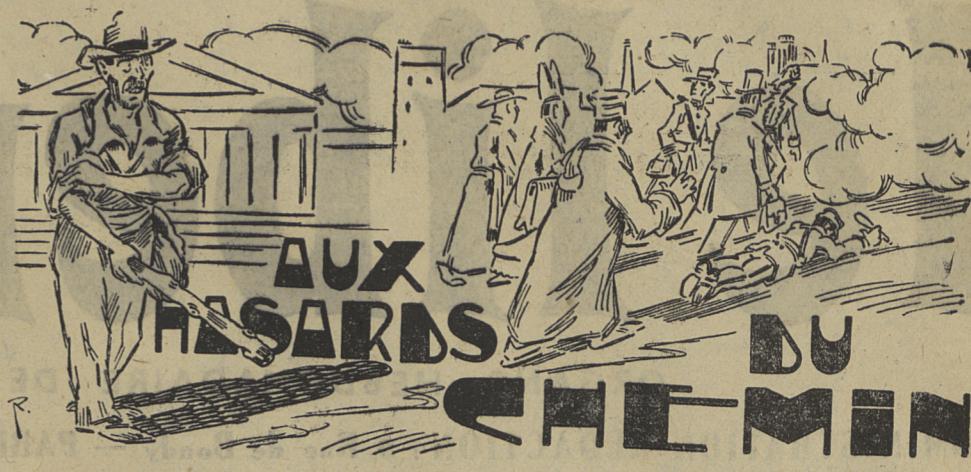
Le parti communiste, lui aussi, a participé au succès de l'emprunt. Fini le défaitisme révolutionnaire, finis les tirades sur la lutte contre la bourgeoisie nationale, « A bas la guerre civile ! » et « A bas le fascisme extérieur ! » sont des mots d'ordre plus « couples ».

La direction de la C.G.T. a été même plus forte, elle a souscrit 250 000 francs et participe dans les Comités départementaux avec des Vénier, des Daladier et des Blum ou des Thorez en miniature.

L'union sacrée est bel et bien réalisée. C'est l'union sacrée des ventrus et des renégats.

Mais une autre union se réalise peu à peu et qui ne sera pas entraînée par les faillites des capitalistes, qui, au contraire, sera celle qui profitera de la disparition des systèmes caducs, cruels, oppresseurs d'aujourd'hui, c'est l'union de tous ceux qui espèrent voir un jour triompher l'internationalisme prolétarien et la révolution sociale elle-même, c'est l'union des syndicalistes, des anarchistes et des éléments sincères des tendances socialistes diverses.

FELIX GUYARD.



## LEURS GUEULES

Ce sont deux colonels, deux authentiques g.d.v. Le premier tient haut et ferme le flambeau de la réconciliation nationale, ce qui choque le second. Dédaineux de la gloire militaire, l'un et l'autre, plus prosaïquement, vendent du papier imprimé. Comme ils « font » dans la même branche, ce sont deux concurrents qui, avec l'âme basse des petits boutiquiers de chef-lieu de canton, se jalousent et se haïssent cordialement, sincèrement. Le premier, qui a du sang bleu dans les veines (son aïeul s'est couvert de gloire à Coblenz) tient l'autre pour un paltoquet, un roturier. Quant au second, il traite son concurrent de lâche et affirme que le plus beau jour de sa vie serait la paire de gilets qu'il voudrait lui administrer. Malheureusement, ils ne se rencontrent jamais. Pourquoi, frères, vous nous assassinez dans lequel que, pompeusement, vous appelez votre journal.

## TAISE-TOI, EMANCIPÉ !

Ça se chante sur un air de Guitard, rédacteur à l'« Emancipation Nationale ». Il a interviewé la délégation (conduite par Judas Doriot chez Lebas) des ceusses qui, fascistes, auraient été molestés par des syndiqués, dans les usines. Il y a, dans la bande, une petite Madame Marie Bredeaux, qui n'a pas froid aux yeux et qui fut odieusement brutalisée par six ou vingt individus qui se sont jetés sur elle. Quelle précision : six ou vingt. Et, comme dans la chanson, ça devait être des jeunes gens de dix-huit à soixante ans ! Mais il y a mieux : il y a Edouard Quet, « vieux de la vieille, qui n'a que cinquante-trois ans, et vétéran des luttes ouvrières ». Un modèle de désintéressement, dit Guitard en nous faisant savoir qu'il fut hérétique, allemaniste, communiste, et doriotiste. Et le plus touchant de l'histoire, c'est que le père du caméléon en question, qui était communard, fut fusillé par les Versaillais. Nous allons bientôt célébrer le soixante-sixième anniversaire de la Semaine sainte. Ce qui fait que le Quet en question est né treize ans après la mort de son père. Qui dit mieux ?

## ÇA CONTINUE

Le mercredi 24 devait se tenir un meeting de Front Révolutionnaire organisé par les Sections du 5<sup>e</sup>, des J.S., des J.S.R., de la J.A.C. et des Jeunes de Que faire ». L'après-midi, un coup de téléphone de la Préfecture nous avertit que la réunion, qui devait se tenir à la Mutualité, était interdite. Effectivement, le soir, d'importantes forces de police stationnaient aux alentours de la Mutualité. La réunion se tint dans une autre salle, mais le fait est signalé, car c'est une preuve de plus que le gouvernement de Front populaire est le premier à combattre son programme propre dans lequel la liberté d'expression et de réunion est un des points essentiels.

## LES NOUVEAUX NOSKE

Ce Soir, journal « indépendant » du soir aux mains du Parti Communiste — les directeurs sont Jean Richard Bloch et Aragon — essaie de rafraîchir les lecteurs de Paris-Soir. Pour ce faire, il n'essaie pas de paraître propre, plus objectif, plus sain que le concurrent.

Non, il fait tous les efforts pour sembler aussi abject, aussi bête, aussi bourgeois pour tout dire. Crimes, feuilletons, enquêtes horribles, titres criards, sont soigneusement rassemblés pour apporter au public ce qui flâne dans les plus bas et les plus troubles instincts plus ou moins refoulés, plus ou moins avoués.

Mais ce journal de gauche — étant donné qu'il est toujours à gauche de quelqu'un ou de quelque chose, a publié le 25 une interview du préfet de police Langeron.

Le titre suffit : « Humaine en assurant l'ordre. Tels sont, nous dit M. Langeron, les deux principes qui inspirent les modifications à l'étude ».

Venant après Metlaoui et Clichy, ces paroles de gauche, humaines et ordonnées sont un bel exemple de cynisme.

Nous pouvons assurer les dirigeants actuels que le jour où les travailleurs ouvriront le grand livre des comptes à régler, ils sauront se souvenir de la formule et de son application.

## SILENCE... JUSQU'A NOUVEL ORDRE

Dans le numéro du Popu du 30 mars, l'illisible Bracke (A.-M. Desrousseaux) s'en prend à la presse de droite qui veut voir dans le défilé de J.G.S. à Creil une manifestation para-militaire. L'Echo de Paris va jusqu'à prétendre qu'il y avait là « la jeune armée de la Révolution ». Le fils du chansonnier populaire s'indigne : Je passe ! dit-il — sur l'amusant hasard qui fait coïncider la vague d'indignation à propos du journal La Jeune Garde avec le moment où justement les jeunes rassemblés interdisent l'existence de cet organe.

Tiens, tiens ! On a, à Creil exécuté la J. G. ? Mais pourquoi ne le disait-on pas ? Les comptes rendus du Popu sur le rassemblement ont été absolument muets à ce sujet. Pas un mot.

Pour le Populaire la vérité n'est bonne à dire que si elle doit tranquilliser la bourgeoisie.

## A LA VOTRE !

## LE CONGRÈS INTERNATIONAL

## Organisation pratique du travail d'abord !

Les circonstances tragiques de l'heure présente donnent à ce Congrès une importance capitale ; l'Anarchisme mondial va se trouver placé en face de problèmes dont les solutions devront recevoir une application immédiate et administrer la preuve de leur efficacité.

Les mots devront se traduire en actes, les doctrines, démontrer leur logique et leur puissance, les hommes, éprouver, à la réalité des faits, leur intelligence et leur courage.

Epreuve capitale ; responsabilité dont nous devons mesurer toute l'amplitude. Ceux qui auront le redoutable honneur de participer à ce Congrès, de collaborer à l'élaboration du programme d'action, devront, avant toute chose, réaliser pleinement cette responsabilité.

En effet, du contenu et de l'accomplissement du plan d'action de l'Anarchisme mondial dépendent étroitement le prestige, le développement et la vie même de l'Anarchie.

Cependant, pouvons-nous d'ores et déjà, dans nos groupes et fédérations, en établir des projets précis ? Les délégués au Congrès mondial arriveront-ils à Barcelone avec des plans rigides, des mandats intrusifs ? Je ne le pense pas car, je considère que pour établir un plan précis il est indispensable de connaître toutes les données du problème à résoudre, tous les éléments qui entreront en action et, en plus le véritable sens, les inconvénients et les avantages des expériences récentes ou en cours.

Evidemment, la plupart des éléments qui entrent en jeu dans ce vaste problème seront connus des délégués : La doctrine anarchiste, l'organisation capitaliste avec ses forces et ses faiblesses, les possibilités du syndicalisme et de l'éducation, les dangers immédiats qui menacent les peuples, la psychologie profonde des masses et leurs besoins réels seront les facteurs prépondérants de nos décisions ; cependant, un autre élément interviendra encore et il nous faudra absolument en tenir compte.

Ce fait important c'est l'expérience de nos camarades espagnols ; c'est leur position pratique et tactique au sein des événements qu'ils vivent ; les inconvénients susvisés, les résultats positifs obtenus.

Or, ce facteur, nous le connaissons mal, ce qui, en l'occurrence, est pire que de l'ignorer. La position de nos camarades nous est, au fond et quant à ses modalités, assez mal connue ; nous n'en jugeons qu'à

**SANS-FILISTES A L'ECOUTE**

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos lecteurs sans-filistes que notre camarade Lucien Haussard, délégué de l'U.A. à Barcelone, parlera lundi 5 avril à 22 heures au micro du poste C.N.T.-F.A.I. à Barcelone. Les émissions se font sur ondes courtes : 42 mètres 88 et sur ondes normales : 222 m. 55.

Les auditeurs sont priés de nous faire connaître les conditions de la réception.

**La révolution espagnole n'est pas aux ordres de Staline**

(Suite de la 1<sup>re</sup> page.)

Ces calculs seront déjoués. Nos camarades qui, eux, construisent véritablement, jour par jour et au milieu des pires difficultés de la guerre civile, le socialisme en Espagne ne se laisseront pas déposséder de leur victoire au bénéfice du nouveau tsar de toutes les Russies. Au surplus, peut-on croire qu'une démocratie politique, sur le modèle français, soit viable en Espagne ? On n'a aucun goût ici pour les pesantes exégeses. Encore faut-il dire à nos marxistes qu'un régime gouvernemental n'est que l'expression politique d'un certain rapport social entre les classes, lui-même déterminé par la répartition de la propriété. La démocratie politique est inseparable de l'existence d'une bourgeoisie libérale possédant une grande partie de la richesse nationale sous les espèces de petites propriétés foncières ou immobilières. Plus simplement la démocratie politique suppose une importante classe moyenne comme c'est le cas de la France et de l'Angleterre. Mais ce n'est point le cas de l'Espagne où règne le grand capitalisme. Si l'on examine, en effet, la répartition de la richesse nationale dans ce pays et sans tenir compte des formidables investissements étrangers dans la banque ou l'industrie, on s'aperçoit que la plus grande partie de la richesse foncière et immobilière (celle-ci surtout représentée par des valeurs internationales de caractère spéculatif) est aux mains d'un très petit nombre de grands capitalistes. Il n'y a point d'intermédiaires entre ces derniers et le prolétariat, le plus exploité et le plus miséreux des villes et des campagnes. A moins donc de supposer une subversion totale du régime de la propriété, ce qu'exclut l'hypothèse d'un simple changement d'étiquette gouvernementale désiré par Staline, l'établissement d'une démocratie politique est donc impossible en Espagne.

Les mouvements sociaux sont comme les forces naturelles, elles ont leur destin. L'expérience espagnole est en cours. Elle donnera tous ses fruits : elle éprouvera toute sa puissance de réalisation. Elle n'est pas aux ordres de M. Staline.

LASHORTES.

travers des renseignements partiels et de seconde main, des interprétations souvent partiales, soit en bien, soit en mal ; des exagérations et des omissions.

A mon sens, les causes et les conséquences de la position de nos camarades de la F.A.I., tant à la direction politique qu'à celle de l'économie et des opérations de guerre, doivent nous être connues puisqu'elles constitueront une base réelle et solide d'appréciations ; il sera donc indispensable qu'un rapport objectif, sérieux et complet en soit fait au Congrès.

Il n'en est pas dans mon esprit que ce rapport doive être ensuite critiqué, approuvé ou blâmé par le Congrès ; un débat sur ce point n'est guère souhaitable car il soulèverait les passions et ne pourraient avoir qu'un résultat négatif. Non ; je considère ce rapport comme un élément d'appréciation, comme une des bases nécessaires des travaux qui suivront immédiatement et non comme un motif de discussions ; ceci n'implique pas, évidemment que nous devrons nous abstenir d'interroger et de faire préciser les points nous paraissant obscurs.

D'ailleurs, le programme que nous établirons ensuite reflètera forcément l'opinion que nous nous serons faite de la position de nos camarades.

Un autre élément dont nous aurons à tenir compte et, par conséquent, nous devrons connaître aussi exactement que possible, c'est l'état réel de nos forces, de nos possibilités, de notre influence. Les plus belles constructions sont celles de l'esprit ; mais, encore, à la condition qu'elles reposent sur une base sérieuse et que les matériaux et les artisans de leur réalisation existent. Toujours à mon humble avis, je crois qu'il sera nécessaire, avant d'aborder la partie technique — si l'ose dire — du programme, de dresser un inventaire et précis des éléments dont nous disposons.

Je pense donc que les travaux du Congrès pourront se dérouler dans cet ordre :

1<sup>o</sup> Rapport de nos camarades espagnols ;

2<sup>o</sup> Rapport et inventaire des forces anarchistes dans le monde.

3<sup>o</sup> Elaboration du programme d'action immédiate.

4<sup>o</sup> Constitution de l'Internationale Anarchiste.

Cet ordre de travail peut paraître bizarre ; il semble mettre la charrue avant les bœufs ; cependant je le crois logique et susceptible de nous donner le maximum de rendement.

En effet, si nous constituons l'Internationale avant d'avoir établi le programme d'action, nous risquerions de voir se créer dès la naissance, un antagonisme regrettable entre divers éléments. En établissant d'abord le programme nous aurons la quasi-certitude que tous les éléments ayant participé à son élaboration formeront un bloc homogène ayant à cœur de réaliser ses projets. Enfin, à moins — ce qui est impossible — que nous nous trouvions en face d'éléments rejetant tout systématiquement, nous serons certains de la collaboration de chacun sur les points adoptés par tous.

Pour le reste : Guerre, presse, solidarité, les solutions découleront naturellement du programme établi.

S'il nous est impossible, et j'ai dit pourquoi, d'établir un projet précis de programme international, il nous est possible et nous devons dégager et affirmer nettement les tendances et les méthodes d'action de l'Union Anarchiste. Je suis convaincu que les groupes et les fédérations nous feront connaître, rapidement et clairement, leur pensée sur les questions pressantes qui se posent.

L. HUART.

**CONVOCATIONS**

Nous sommes heureux de publier ci-dessous l'article de notre bon camarade Bernardo Pou sur les accords généraux pris par le Congrès régional des syndicats de Catalogne de la C.N.T. Les événements actuels, la crise du gouvernement de Catalogne, les meetings plus que jamais au premier plan de l'actualité, car la C.N.T. malgré les innombrables difficultés politiques et économiques de toutes sortes n'a jamais retrouvé ou diminué les buts poursuivis par elle dans l'ordre de la reconstruction sociale sur les bases de la socialisation libertaire.

• • •

Un million deux cent mille travailleurs de Catalogne se sont réunis en Congrès régional des syndicats.

Les séances du Congrès furent animées par les interventions réussies des délégués venus exposer leurs solutions sur tous les problèmes posés par la guerre et la révolution.

Rien ne fut négligé ; dans l'aspect militaire de la situation ; tous les délégués arrivés d'un esprit élevé de la révolution, furent d'accord que pour réaliser l'œuvre constructive entreprise par la C.N.T., il fallait, devant la coalition internationale du fascisme, organiser rapidement une puissante armée populaire.

Cette armée doit permettre d'obliger à collaborer dans la lutte ceux qui ne comprennent pas encore que le soulèvement fasciste impose à tout le peuple espagnol, d'en finir avec le fascisme sur tout le territoire espagnol.

La collaboration gouvernementale fut reconnue comme étant une mesure d'exception tant que durera la lutte contre le fascisme, afin de coordonner tous les efforts et tous les moyens dans le but de créer une force réellement susceptible d'équilibrer l'appui international que reçoivent les factieux.

La collaboration prétée par la C.N.T. sera

loyale et sincère, mais la C.N.T. exige la

réciprocité de loyauté et de sincérité des autres secteurs antifascistes mettant au-dessus de toutes les convenances, les intérêts de la

## Ce que refusera de publier le

« PETIT PARISIEN »

## Bergamin répond à Maraño

D'après les Informations Téléphonées du correspondant de l'U.A. à Barcelone.

Si l'on constate avec satisfaction la très notable amélioration de la situation militaire en Espagne en faveur des combattants antifascistes, par contre, il faut constater parallèlement une aggravation incontestable des rapports politiques entre les différents secteurs antifascistes.

La crise catalane notamment qui date déjà, au moment où nous écrivons ces lignes, depuis une semaine se heurte à des difficultés assez sérieuses qu'il serait vain de dissimuler. Ces difficultés ont leur cause essentielle dans les divergences profondes qui depuis plusieurs mois séparent la C.N.T. — suivie, soulignons-le, par la grande masse populaire catalane — des fractions politiques et syndicales tels le P.S.U.C. et l'U.G.T. dont la minorité numérique trouvait une solide compensation dans l'appui apporté par l'U.R.S.S. notamment, pesant de tout son poids dans la base.

Le Dr Maraño prétend être sorti d'Espagne, poursuit-il. C'est faux. Ceux auxquels Maraño fait allusion se désolidarisent de lui, ils maintiennent leur adhésion à la République (suivent les noms de trente intellectuels les plus réputés d'Espagne).

Le Dr Maraño prétend être sorti d'Espagne, poursuit-il. C'est faux. Il partit accompagné de Menéndez y Pidal ; les autorités régionales le savaient et lui donnèrent toutes les facilités pour son voyage.

Avant son « repentir » de Paris, Maraño était aux côtés de la République et des partis ouvriers d'une manière nette et enthousiaste, comme le prouvent les paroles qu'il prononça à la radio du parti communiste, le 8 septembre, à Madrid. Il sollicita même en décembre son adhésion à la C.N.T.

Le Dr Maraño exagère un peu ses rémorses pour sa participation à ce qu'il appelle la révolution espagnole (14 avril 1931). Il se contenta d'offrir son appartement comme lieu de réunion aux hommes politiques connus : Romanones et Alcalá Zamora. La signification honteuse pour tous les Espagnols révolutionnaires ou non de cette lâche transaction pour sauver la vie du roi, mêlée à d'autres intérêts peu confessables, était due essentiellement à la « généreuse médiation » du Dr Maraño.

Et que dire de son refus de signer la protestation des intellectuels espagnols lors de l'assassinat de Sirval par le Tercio à Oviedo en octobre 1934 !

Le Dr Maraño affirme résolument que le général Miaja est Russe et que Valence et Barcelone sont devenues des colonies russes en Méditerranée. Nous admirons comme toujours la capacité de son « imagination sociale ».

Maraño affirme que les intellectuels qui se trouvent dans la zone rebelle n'ont pas été menacés dans leur vie et n'ont pas été obligés de fuir ou de s'exiler. En effet, ceux qui n'ont pu venir dans notre zone n'ont pas été menacés, mais simplement exécutés. Par exemple García Lorca, et l'assassinat moral d'Umamuno.

Pour la véracité du « repentir » du Dr Maraño, il convient aussi de signaler la coïncidence de son enthousiasme pour une cause avec sa conviction du triomphe pratique et matériel de cette cause. En septembre 1936, Maraño était convaincu de la victoire des gouvernementaux et adhérait au Front populaire. En février 1937, « repenti », il offre son adhésion enthousiaste à Franco, adhésion qui coïncide avec sa « conviction » qu'il nous dit un jour de la victoire de Franco (maures, italiens, allemands) contre les forces irrégulières constituées par un peuple entier qui se défend.

En dernier lieu Maraño a sauvé sa précieuse vie personnelle en danger (!), celle de sa famille (certains traitres et fascistes camouflés), ses intérêts économiques particuliers : sa clientèle riche, passée, présente et future. Et tout ceci à cause de son amour généreux pour l'Espagne et la vérité.

(Bulletin information C.N.T.-F.A.I. du 23 mars 1937.)

## LA CRISE CATALANE

## La C.N.T. veut se prémunir contre les manœuvriers

un rôle important dans la prolongation de la crise. Il est à peu près certain que la C.N.T. réclamera désormais des garanties afin que les sacrifices consentis par elle au maintien du bloc révolutionnaire ne soient pas gratuits.

C'est dans ce sens que Valero Mas, secrétaire du Comité régional de la C.N.T. a fait, lundi soir, dans *Catalunia*, organigramme régional, des déclarations laissant supposer que la solution de la crise pourrait être trouvée dans la constitution d'un cabinet analogue au précédent, mais avec l'adjonction à chaque département ministériel d'un comité consultatif formé par les représentants de toutes les organisations syndicales et de tous les partis participant au gouvernement.

La préoccupation de la C.N.T. de se pré-munir contre le retour de manœuvres l'oblige à discuter son action, apparue dans cette proposition, qui si elle était retenue, solidariserait en quelque sorte tous les secteurs politiques dans l'élaboration des décisions prises.

L'action personnelle de Companys a été jusqu'ici insuffisante pour réduire les antagonismes. Il convient de dire qu'il a montré une nette compréhension des préoccupations qui habitent les militants de la C.N.T.

Ajoutons pour conclure ces notes brèves que la présidence du Conseil des ministres restera dans la nouvelle combinaison, son à Tarradellas.

## Autour de la crise

Le Comité régional de la C.N.T. devant les circonstances actuelles créées par la crise a pris dimanche soir les dispositions suivantes :

Dans un appel officiel, il a invité tous les organismes réguliers de la C.N.T. à se mettre en liaison constante avec la régionale. L'appel s'adresse d'abord aux militants pour se tenir en contact étroit avec les unions locales, ensuite aux instances locales et enfin aux « Comarcas », c'est-à-dire aux intergroupes locaux.

• • •

Une fois de plus, la régionale a affirmé sa volonté de ne pas séparer les problèmes de la guerre et de la révolution que « certains, dit la déclaration, s'attaquent à proclamer antagoniques, mais que nous considérons au contraire comme se complétant ».

Après avoir intégré avec force la responsabilité qui incombe aux militants et à l'organisation, et avoir appellé les esprits, à la « sévérité », la déclaration se termine par ces mots : « Un seul cri, une seule consigne, la victoire de la révolution ! »

• • •

Pendant la durée de la crise, toutes les manifestations publiques ont été interdites. C'est ainsi que le meeting du P.S.U.C. qui devait avoir lieu dimanche a été interdit. L'ordre le plus complet règne à Barcelone.

Le journal du P.O.U.M. « La Batalla », pose des conditions pour la solution de la crise, mais contrairement à une rumeur qui avait couru un moment, il est improbable qu'il participe au nouveau gouvernement.

Par tracts, le P.O.U.M. a préconisé la formation d'un gouvernement unique constitué par la C.N.T., la F.A.I. et le P.G.U.M. Le tract fait par ailleurs la critique de l'apolitisme.

• • •

## Les événements de l'Euzkadi

La situation politique au pays basque a évolué ces temps derniers d'une manière très grave. Une sorte de front unique des socialistes, communistes et catholiques s'est formé contre la C.N.T. et ses militaires.

A Bilbao un fait incroyable s'est produit. Le journal *C.N.T. del Norte*, a été supprimé et ses locaux et son imprimerie ont été remis au parti communiste. Des informations précises nous manquent encore.

En tout cas, une série de protestations se sont déroulées et au premier rang desquelles il convient de signaler celle de la conférence de la presse anarchiste et confédérale qui se tient actuellement à Barcelone et où sont représentés plus de soixante-dix journaux ou périodiques.

## Le pétrole en Catalogne

Devant les nombreux problèmes qui se présentent à nos camarades espagnols, celui du pétrole est de tout premier ordre.

Alberto Carri dans la « Solidaridad Obrera » des 21 et 23 mars nous dit : « Le pétrole et l'essence sont une grande affaire durant la paix et l'arme suprême et définitive dans la guerre moderne. En Espagne, nous n'avons jamais eu de grandes inquiétudes quant au pétrole ; nous n'avions pas eu de guerre sérieuse depuis que le pétrole est roi. Mais la guerre nous prouve aujourd'hui la nécessité de l'avoir chez soi.

Il existe en Espagne de nombreuses réalisations dont la constitution géologique est indiquée pour la production du pétrole. Ceci fut étudié minutieusement, on fit de nombreuses analyses et même furent commencées des exploitations à Rubielos de Mora (province de Teruel) ; à Benimarlfull (pr. d'Alicante) ; à Ribesalbes (pr. Castellón) ; à Gauçin

# STALINE PARLE

Staline a prononcé, le 3 mars, au Comité Central du Parti bolchevik, un discours que Vaillant-Couturier n'hésite pas à qualifier de *capital*, dans *L'Humanité* du 30.

En quoi ce discours présente-t-il un renouveau d'intérêt sur les habiletés déclaratives du chef russe ? En ceci que les positions classiques de la politique stalinienne prennent un relief inhabituel et une clarté que les précédentes déclarations du maître et les commentaires rageurs des valets nous permettaient, certes, de deviner, mais qui n'avaient jamais, dans la bouche des uns et des autres, cette vigueur et ce cynisme.

Que ressort-il de ces déclarations ?

1° L'affirmation toute gratuite que les pays capitalistes guettent l'occasion d'attaquer l'U.R.S.S. pour l'abattre.

2° La crainte manifeste des menées « trotskystes » non plus seulement en U.R.S.S., mais sur l'échelle internationale ;

3° L'annonce d'un renforcement du régime personnel par la surveillance des cadres politiques et économiques de l'U.R.S.S. pour l'élimination des oppositionnels « saboteurs, espions et assassins ». En fait, le bâtonnement plus serré de la démocratie.

4° La reconnaissance que les ennemis de classe « ne s'approvoient pas, au contraire », que *le reste des classes exploitées emploient de plus en plus des moyens de lutte acharnée*.

« La lutte de classes continue », déclare Staline, qui rejette ainsi sur l'ancienne classe privilégiée les responsabilités de l'échec partiel des socialisations.

A qui correspondent ces déclarations et quel est leur sens véritable ?

**L'U.R.S.S. étant un impérialisme doit souffrir le jeu des impérialismes**

L'U.R.S.S., déclare Staline, se trouve au milieu d'un entourage capitaliste. Ce qui est juste. « Ces pays capitalistes, ajoute-t-il, attendent l'occasion de l'attaquer pour l'abattre. »

Ce qui est encore vrai dans la mesure où un pays capitaliste peut avoir intérêt à en abattre un autre. Il est certain que les impérialismes allemands, polonais ou japonais se tailleront volontiers une partie du territoire russe comme il se tailleront une quelconque partie du monde. Ni plus ni moins. Cette constatation entre dans les difficultés que rencontre l'éducation du socialisme dans un seul pays. Isolé parmi les impérialismes, le bastion socialiste doit tout d'abord renforcer ses murailles, prenant au milieu des impérialismes la position du guerrier en défense. Puis, l'offensive étant toujours la meilleure des défenses, l'Etat socialiste entre lui-même dans la course à la sécurité, se confondant peu à peu par la forme aux impérialismes qui l'entourent. L'Etat socialiste entre dans les compromissions et dans le jeu des traités. Il s'habille naturellement à une diplomatie défensive toute prête à l'offensive. Il accepte le principe.

L'U.R.S.S. a suivi l'évolution de tout pays économiquement moins et politiquement remuant. Dressé d'abord dans une offensive désespérée, il comprend vite les besoins de calme pour le relèvement économique. Il signe des traités honfoux qui sauvegardent en dehors de toute autre considération diplomatique la flamme naissante de la révolution. Puis il entre dans le jeu, affirme diplomatiquement son droit à la vie et la décomposition intérieure aidant, prend sa place dans les compromis impérialistes.

C'est pourquoi l'U.R.S.S. n'est pas à l'abri d'une guerre, ni d'une attaque, mais qu'elle doit en accepter l'éventualité, subissant la loi impérialiste qu'elle n'a pas voulu ou pu abattre. De même, il n'est pas impossible que l'U.R.S.S., par son expansion à l'est ou tout autre part, prenne cette position offensive qu'elle attribue uniquement aux impérialismes qui l'entourent, comme si elle s'abstrayait de leurs raisons et de leurs lois.

**Ce n'est pas le trotskisme qui craint Staline, mais l'exigence révolutionnaire des ouvriers**

Pour Staline, les trotskystes sont les espions, les agents de l'Allemagne, etc., c'est-à-dire des outils des impérialismes étrangers ou des saboteurs de l'impérialisme soviétique. Mais ils ne sont pas seulement cela. Nationalement, ils sont aussi des gauchistes, c'est-à-dire ceux qui réclament des sections nationales du Parti une politique révolutionnaire. Ils symbolisent le mécontentement devant l'absence de démocratie des organisations ouvrières. Le trotskisme est tout ce qui, intérieurement au Parti ou extérieurement, s'oppose ou critique. « Il chemine en se masquant de pacifisme ou de gauchisme dans les milieux intellectuels. Il a peur de la classe ouvrière qu'il cherche à duper par la phrase révolutionnaire. » (Vaillant-Couturier.) Nous avons là l'aveu que les partis communistes sur l'échelle internationale ont senti de lourdes secousses dans leur organisation. Le principe révolutionnaire partiellement ou totalement n'a pas le Parti ne parvient à maintenir ou augmenter son influence (comme en France, malgré les trahisons répétées) que grâce à une politique de prestige personnel doublée d'un sabotage moral des courants qui pourraient prendre sa succession dans le mouvement ouvrier.

Il est certain que les trotskystes par eux-mêmes en tant qu'organisation ne sont pas un danger pour les partis communistes, ni en passe de le devenir. Mais toute l'opposition est marquée par ce vocabulaire, et c'est d'un bloc que nos bolcheviks jettent dans la boue la pensée neuve qui se dégagéa peu à peu de la faillite du bolchevisme, une synthèse où pointent et grandissent nos théories libertaires.

**La nouvelle constitution soviétique est un masque qui cache la dictature personnelle de Staline**

« Il est nécessaire, déclare Staline, d'élever le travail politique de notre parti au niveau convenable, et il faut concentrer notre attention sur l'éducation politique des cadres du parti soviétique. »

Et parallèlement à cette éducation, le discours annonce une série de mesures pour réglementer l'avancement de nouveaux travailleurs au rang de dirigeants.

Voici donc des écoles spéciales où l'éducation communiste, dans la ligne, sera donnée au jeune ouvrier qui aura fait preuve d'intelligence et de souplesse.

Si la plus pure démocratie présidait à l'élection des « capacités » de cette école, on peut penser que déjà le libre jeu sera faussé dans les résultats, étant fausé dans son origine par les

méthodes sectaires et desséchantes de l'éducation communiste, mais encore n'en est-il pas ainsi.

Non content de faire écrire aux ouvriers des mécaniques bien montées, on réglementera même ces élections par l'élimination des candidats qui, à certains échelons de l'appareil, ne donneraient pas des preuves assez concluantes de dépendance au régime.

Après cette éducation et ces restrictions, et les nettoyages passés des indésirables, et ceux qui se préparent, on peut faire jouer en toute tranquillité la constitution la plus démocratique du monde. Les morts n'en abuseront pas.

**La lutte de classes n'est pas finie, puisqu'une classe nouvelle se renforce**

Aux phrases sur le trotskisme succèdent pour le principe quelques phrases sur la réaction. Il faut bien expliquer au paysan nécessiteur que si la « déköoulakisation » des campagnes se fait assez peu à son profit, et que si la socialisation est plutôt un renforcement de sa misère, c'est que toute une classe, étouffée mais non morte, parallèlement aux conspirateurs, mais en profondeur, oppose aux plans géniaux de Staline « ces moyens de lutte acharnée » qui sont toute la cause de la misère paysanne.

En réalité, cette classe de koulaks, de paysans riches, ou bien a disparu dans la tourmente révolutionnaire, ou bien s'est incorporée au régime sous la N.E.P. et après, et qu'avec l'apparition politique et économique (bureaucratie d'Etat), elle constitue la fameuse classe qui exploite non pas sourdement, par « des moyens désespérés », mais bourgeoisie dans l'exercice du pouvoir.

On objecte enfin que, même camouflées en partis politiques, ces Ligues factieuses, frappées de dissolution, ne renoncent pas à briser les cadres de la légalité et à recourir, pour s'emparer du pouvoir, à l'illégalité, à la violence, à l'appel à l'insurrection armée, à la guerre civile.

Mais ce n'est pas le cas.

Mais j'ai le souvenir très précis que des trois grands partis politiques qui composent le Gouvernement de Front populaire, il en est deux : le Parti socialiste et le Parti communiste qui, lors de leur fondation, ont publiquement déclaré que, partis politiques en lutte contre tous les partis bourgeois, c'est-à-dire de conservatismes sociaux, ils ne se constituaient en partis politiques que pour profiter des périodes électorales pour constituer, à la Chambre, une opposition irréductible, pour se faire entendre, du haut de la Tribune Nationale, au pays tout entier ; mais qu'ils tenaient pour insuffisante l'action parlementaire et que pour s'émanciper, la classe ouvrière ne devait compter que sur ses organismes de classe, sur l'action directe des masses en insurrectionnel et de révolution armée.

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Vous avez compris Jeunes socialistes ; consoler vous en pensant qu'il y a 50 ans, votre grand-père avait peut-être 5 ans de servitude militaire. Et pour ceux qui ont appris et n'ont pas oublié, l'évolution du Parti Socialiste et son rôle en 1914, leur prêteront matière à méditation.

Paul Faure, plus cynique, se permet d'établir un parallèle entre la vie sociale du citoyen Français et celle de l'Allemand. Il déclare ensuite des clinches d'affirmations gratuites : « La jeunesse est venue à nous parce qu'elle sait que le socialisme c'est la Paix ».

Les deux ans, les milliards de crédits militaires, la préparation militaire obligatoire, l'emprunt pour la défense de la Patrie bourgeoisie, c'est ça la Paix, c'est cela qui attire les jeunes ; non mais, Paul Faure, vous avez atteint le sublime du cynisme.

Pour clore les pérorsaisons de ces individus qui usurpent le titre de socialiste, c'est ensuite l'immense parade où défilent impeccables les sections des disciplines partisans du poing levé et du port de la liquette dont l'allure et l'esprit les animent n'ont rien à envier aux parades hitlériennes de Nuremberg.

Le bilan de ce Congrès est la suppression du journal « La Jeune Garde », élimination des éléments révolutionnaires, élection du Comité National composé exclusivement d'éléments réformistes (postulants future aux places de députés et de ministres) et pour terminer cette motion conformiste votée à grosse majorité d'une motion de confiance indéfectible au Gouvernement et au social-bourgeois L. Blum.

Et voilà, Ne serait-il pas invraisemblable et inadmissible que le Gouvernement de Front populaire demandât la dissolution de Ligues qui ne font que s'inspirer des moyens d'action que le Parti communiste et le Parti socialiste ont longtemps utilisés et qu'ils n'ont point encore — que je sache — théoriquement du moins, chassés à cette thèse.

Et puis, il faut bien le dire : tous ceux dont la compréhension n'est point obtuse savent qu'aucun décret, aucune loi, aucune mesure ne saurait empêcher de se grouper, de se lier, pour agir en commun des gens qui sont animés du même esprit, qui possèdent la même mentalité et poursuivent le même but. Ces gens-là trouvent toujours le moyen d'unir et de s'organiser sous une forme ou sous une autre.

Dissolution ? — **Cautère sur jambe de bois** !

Autre mesure proposée : l'incarcération des chefs qui dirigent ces Ligues factieuses.

A mon sens, c'est la plus formidable des maladresses, la plus dangereuse des gaffes qu'on pourrait commettre.

Voici pourquoi :

Le fascisme appelle un chef ; un chef autour duquel se rassemblent les troupes pleines de confiance et gonflées d'admiration ; un chef qui, à tort ou à raison, jouit d'un haut prestige et exerce une autorité morale indiscutée.

J'ai la conviction que c'est l'absence d'un chef qui, jusqu'à ce jour, nous a épargné, en France, l'abjection du Fascisme triomphant.

L'heure à laquelle la menace fasciste m'a inspiré les plus vives appréhensions, c'est l'heure à laquelle Tardieu régnait le Parlement, Weygand l'Armée et Chiappe la police.

Que de fois je me suis dit alors : « Si ces trois individus s'entendent et forment une sorte de Triumvirat, nous sommes « fous ! »

C'est pour nous une fortune inespérée que le Fascisme en France, n'ait pour chefs que des « médiocres », des personnes surfaits, des hommes sans talent, sans passé, sans conception originale, sans tempérament, sans caractère, sans audience.

Si je crovais en la Providence, je la supposerais de faire que les pauvres types que les niggards se sont donné pour chefs restent à leur poste.

Ce serait une faute impardonnable de les mettre à l'ombre ; il est souhaitable qu'ils restent en pleine lumière.

N'oublions pas que ces capitaines d'opéra-bouffe ont des lieutenants, que ceux-ci ne demandent qu'à monter en grade et que, dans le nombre, il pourront se rencontrer un chef, un vrai.

N'oublions pas que les trois malfaiteurs que j'ai cités plus haut sont encore de ce monde : Tardieu, l'aventurier de la politique, flanqué de Weygand, l'homme de la soldatesque et Chiappe, l'homme de la flickaille.

Ces gaillards-là, s'ils avaient l'idée de se s'entendre, seraient autrement dangereux que les de Rocc, les Doriot, les Taittinger, les Rensau, les Maursas, les Dorgères qui ne s'entendent pas et qui, même s'ils s'entendent, ne parviendraient qu'à former un conglomérat d'une consistance douteuse et de qualité inférieure.

La mise à l'ombre des chefs de bandes fascistes ? « Cautère sur jambe de bois ! »

Dans un troisième et dernier article, je terminerai l'examen des mesures proposées et je conclurai.

## Cautère sur jambe de bois

(Suite de la première page)

Il y a, au Parlement, une foule bigarrée de partis, de groupes et sous-groupes et il s'en forme sans cesse. Ce qui est autorisé au Palais-Bourbon serait-il interdit dans le pays, alors que la Chambre est constitutionnellement la représentation légale de la Nation ?

On objecte encore que cette transformation des Ligues factieuses en Partis politiques n'est, en réalité, qu'un camouflage.

C'est possible ; c'est même certain.

Mais n'est-ce pas le fait de tous les Partis politiques ? Tous ne sont-ils pas une vulgaire association — ou Ligue — camouflée en parti politique, ayant pour seule ambition et pour unique objectif : 1<sup>e</sup> de conquérir le pouvoir ; 2<sup>e</sup> de le garder, tout comme les Ligues ayant à leur tête les de Rocc, les Doriot et consorts.

On objecte enfin que, même camouflées en partis politiques, ces Ligues factieuses, frappées de dissolution, ne renoncent pas à briser les cadres de la légalité et à recourir, pour s'emparer du pouvoir, à l'illégalité, à la violence, à l'appel à l'insurrection armée.

Extrait du discours de Bianchi : « Nous avons réalisé une partie des promesses (sic) que nous avions faites. Si les Jeunes socialistes d'aujourd'hui n'oublient pas ce qu'ils étaient la vie des ouvriers, il y a moins de 50 ans et même hier, ils seraient moins impatients et moins injustes ».

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Vous avez compris Jeunes socialistes ; consoler vous en pensant qu'il y a 50 ans, votre grand-père avait peut-être 5 ans de servitude militaire.

Le précédent congrès s'était tenu à Lille et l'opposition révolutionnaire représentée par la Fédération de la Seine avait vu exclure ses meilleurs militaires et réprimé par la force toute tentative d'opposition verbale.

Les J. S. de la Seine n'avaient pas tiré l'enseignement nécessaire du Congrès de Lille. Greillet vient de les ramener à des vues plus réalisées sur la conquête du parti socialiste par les minorités révolutionnaires ; le parti avait fait donner ses bonnes, Bianchi, Paul Faure ont tour à tour exalté l'œuvre sociale du Gouvernement avec leur subtilité de politiciens.

Extrait du discours de Bianchi : « Nous avons réalisé une partie des promesses (sic) que nous avions faites. Si les Jeunes socialistes d'aujourd'hui n'oublient pas ce qu'ils étaient la vie des ouvriers, il y a moins de 50 ans et même hier, ils seraient moins impatients et moins injustes ».

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en quatre, arrière ceux qui n'ont rien appris ni rien oublié » (sic).

Et comme conclusion douteuse : « Arrière les coups de cheveux en

## PARIS-BANLIEUE

## A NOS CORRESPONDANTS

Les correspondants de la rubrique Paris banlieue et Voix de Province, sont informés que la copie doit nous parvenir le lundi à midi, dernier délai.

La copie doit être écrite à l'encre, d'un seul côté de la feuille, en ménageant des marges.

La rubrique étant consacrée à la propagande locale, nous prions les correspondants de ne pas déborder le cadre des faits politiques et sociaux d'ordre local ou régional et de s'efforcer de ne pas dépasser 30 lignes, de manière à ce que chacun puisse trouver sa place sans être gêné par le voisin.

## PARIS V° ET VI°

Mercredi 24 mars, eut lieu une causerie organisée par les copains des 5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> arrondissements où a pris la parole le camarade Frémont, de l'U.A. Son exposé, sur le programme de l'U.A. fut attentivement écouté par tous les camarades de la salle qui se composait d'une quarantaine de copains et de sympathisants. L'idée libertaire porte ses fruits et nous espérons faire mieux dans nos prochaines causeries.

Camarades, n'oubliez pas qu'une librairie fonctionne tous les dimanches matin au café, 2, rue Broca « Au bout du Monde », bas de la rue Mouffelard. Vous trouvez le « Libertaire », brochures, livres, insignes, pochettes, etc..

Le Secrétaire.

PARIS-XII<sup>e</sup>

Le groupe nouvellement constitué dans le populeux quartier de Charonne avait organisé vendredi dernier une causerie sur l'Espagne.

Vers des heures, une douzaine d'agents en civil firent irruption dans l'arrière-salle du bistrot où le groupe s'était réuni, la main dans la poche et nous intimèrent de lever les mains en l'air.

Il fallut nous laisser fouiller, puis donner les papiers d'identité. Le tout fut fait évidemment avec une politesse toute policière.

Le règne du fléau n'a pas l'air de s'atténuer sous le Gouvernement de Front Populaire.

## BANLIEUE-SUD

Jeudi 8 avril, à 20 h. 30, salle du Dernière, Marne de Béziers, Grand meeting public et contradictoire contre la militarisation de la Jeunesse !

Le Groupe et les Jeunesse anarchistes font appel à toutes les organisations qui sont nettement contre le militarisme que l'on veut imposer à la jeunesse (projet Dezarnaud), comme en Allemagne ou en Italie, à qui la démocratie ou soi-disant telle de notre pays n'aura bientôt plus rien à envier. Tout pour la vie, rien pour la mort !

Orateurs : Doutreau, de l'U.A., Ridel et Goudry, des J.A.C.

## BLANC-MESNIL

## Compte rendu de mandat

Nos communistes de Blanc-Mesnil invitaient le 27 mars, la population à un compte rendu de mandat.

Or, un de nos camarades est venu poser quelques questions à la Municipalité auxquelles le maire a répondu par des a-côtes et d'une façon évasive.

Mais il n'a pas bon tenir est venu dire à ce camarade que les anarchistes français, pas plus que les Espagnols, ne sont des anarchistes que de nom et qu'il n'y a qu'à voir ce qui se passe en Espagne. Si Franco est près de Madrid c'est la faute aux anarchistes qui se sont définitifs à son approche. Nous invitons nos communistes de Blanc-Mesnil à venir s'expliquer sur les arguments et les griefs qu'ils peuvent appeler, particulièrement au sujet de la question espagnole. Et que tous les anars viennent nombreux à cette réunion.

\*\*

Les camarades anarchistes et sympathisants sont informés qu'une grande réunion publique et contradictoire aura lieu à Blanc-Mesnil le samedi 3 avril à 20 h. 30; salle la Volière, 7, avenue Henri-Barbusse, Blanc-Mesnil (S.-et-O.).

Les camarades de Drancy, Aulnay et la région y sont cordialement invités.

Le Groupe de Blanc-Mesnil.

## COLOMBES

## Chez les chômeurs

Les camarades chômeurs de notre localité ne se laissent pas attendrir par de belles promesses romanesques ; à cor et à cris, ils réclament des réalisations.

Aussi, depuis longtemps, leur inconscientement légitime se manifeste en appelant à l'action de rues. Ce jour plus que jamais, ils se rebellent contre les fascistes, mais également contre les manitous qui dirigent l'Union régionale des chômeurs.

C'est ainsi que dans leur assemblée générale du 18 mars, ils votèrent un ordre du jour contre la brutale agression des factieux et de la police dont furent victimes, à Clichy, bon nombre de prolétaires.

Dans celle du 25 mars, un second ordre du jour fut voté à la presque unanimité dont voici la teneur :

« Les chômeurs de Colombes devant l'inertie incroyable des dirigeants de l'Union des comités, demandent à ceux-ci de se retirer d'un poste dans lequel aucune confiance ne peut leur être accordée, en considérant les différentes trahisons dont ils se sont rendus complices au détriment des intérêts généraux de tous les chômeurs. »

Tout autre commentaire serait superflu.

O. D.

## ISSY-LES-MOULINEAUX

## Tournée de propagande avec films

C'est devant une salle pleine de 500 auditeurs que nos amis Ridel, Frémont et un camarade espagnol exposèrent avec clarté et beaucoup d'objectivité, la situation espagnole. Ils montrèrent à tous les réalisations faites par nos camarades en Catalogne. Et le rôle néfaste de ce blocus infâme qui mit l'Espagne à la merci de puissances fascistes. Ils silhouettèrent aussi nettement le problème des intérêts du capitalisme international.

Le film fut impression sur l'assistance (en majorité espagnole) qui manifesta par des applaudissements toute sa sympathie pour notre régle Durruti.

Esperons que ce passage ne sera pas oublié et permettra à notre groupe de se grossir pour accentuer le travail de propagande.

Il a été versé au Comité pour les Orphelins, la somme de 600 francs.

## IVRY

## La fête de samedi

Le groupe anarchiste avait organisé samedi 27 une goûter fraternel qui a obtenu un plein succès.

La partie artistique donna toute satisfaction à l'auditoire ; de nombreux éléments espagnols étaient présents.

Notre camarade Frémont fit une intéressante causerie sur les événements d'Espagne, causerie fort applaudie.

Le tirage de la tombola a fait sortir les numéros suivants : 1134, 1428, 1061, 1245, 815, 871, 123, 665, 112, 121, 1160, 832, 1056, 82.

Tous les lots peuvent être retirés au 3, rue de Seine, à Ivry.

## NOGENT-SUR-MARNE

Dernièrement, les amis de l'U.R.S.S. organisaient une conférence filmée au Cinéma Central à Nogent.

L'orateur fit l'éloge du « pays de la Révolution » puis il critiqua l'ancien ami de Lénine, Victor Serge qu'il baptisa de « receleur » de la bande Bonnot, ainsi que notre ami Yvon qui est leur bête noire.

A la sortie de cette réunion, deux de nos camarades distribuèrent des tract, mais certains de ces messieurs n'étaient pas contents et criaient même : « au provocateur ! ». Un autre prévint les flics dans l'intention de nous faire circuler (la police avec nous !) Un socialiste S.F.I.O. tenta même d'arracher les tract des mains de nos camarades.

Nous avvertissons ces messieurs : la chaussette à clous existe toujours.

A. T.

## VOIX DE PROVINCE

## LYON

Comité pour l'Espagne Libre  
Union Anarchiste et J.A.C.  
(Région Lyonnaise)

Depuis neuf mois le vaillant peuple espagnol soutient la lutte admirable contre les forces de régression du fascisme de son propre pays, puissamment aidé par les fascismes italien et allemand. Que fait pendant ce temps notre gouvernement de Front Populaire ?

Il organise le blocus de l'Espagne, empêchant nos camarades espagnols d'être ravitaillés aux armes dont ils ont besoin, interdisant aux volontaires de rejoindre les milices républicaines alors que des divisions entières d'Italiens et d'Allemands sont envoyées dans la péninsule Ibérique.

## UN GRAND MEETING

Pour protester contre la duperie qu'est le blocus le Comité pour l'Espagne Libre, l'Union anarchiste et les Jeunesse anarchistes-comunistes vous prient d'assister au grand meeting qui aura lieu le vendredi 9 avril à 20 h. 30, salle Emile-Zola à l'Unité, 129, rue Boileau.

Orateurs

H. POURCADE,  
du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

RENE FREMONT,  
Secrétaire de l'Union Anarchiste.

Comité des Femmes libertaires pour l'Aide  
au Peuple espagnol

Le Comité fait savoir à tous les groupes, locaux et régionaux, qu'il émet une tombola, souscription au prix de 0 fr. 50 le billet, pour venir en aide aux orphelins d'Espagne. Que chacun de nous fasse le maximum pour l'écoulement de ces billets dans son entourage : famille, ateliers, bureaux, groupements, etc.

Nombrieux lots de valeur. Le tirage aura lieu irrévocablement le 30 mai prochain à son siège, 18, rue d'Italie, Marseille.

Un travail camarades. Qui d'entre nous battra le record de la vente. Le défi est lancé !

Pour le Comité. — M. P.

## MARSEILLE

Comité des Femmes libertaires pour l'Aide  
au Peuple espagnol

Le Comité fait savoir à tous les groupes, locaux et régionaux, qu'il émet une tombola, souscription au prix de 0 fr. 50 le billet, pour venir en aide aux orphelins d'Espagne. Que chacun de nous fasse le maximum pour l'écoulement de ces billets dans son entourage : famille, ateliers, bureaux, groupements, etc.

Nombrieux lots de valeur. Le tirage aura lieu irrévocablement le 30 mai prochain à son siège, 18, rue d'Italie, Marseille.

Un travail camarades. Qui d'entre nous battra le record de la vente. Le défi est lancé !

Pour le Comité. — M. P.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

du Comité pour  
l'Espagne Libre  
de Lyon.

## RENE FREMONT,

Secrétaire de l'Union Anarchiste.

## M. CESERON.

Charles d'Avray, dans ses œuvres ;  
Henri Guérin dans les œuvres de Gaston Couté. Allocation de Doutreau.

## H. POURCADE,

« Mon frère du Syndicat professionnel» dit Frachon.  
Nous commençons à croire qu'il dit vrai.

## Après la grève générale

Les ouvriers parisiens n'avaient pu amener à bonne fin leur tentative de réagir contre le massacre de Clichy par un mouvement décisif amenant l'écrasement des organisations fascistes. Dans de très nombreuses usines, la protestation d'une demi-journée apparaît comme nettement insuffisante. Spontanément, à la rentrée les prolos refusent en quantité d'endroits, de continuer à travailler avec les fascistes. Le patron hésite dans maintes boîtes : chez Lavlette et chez Gnome et Rhône, il commence par accepter de licencier les Croix de Feu. Puis il sentit d'où venait le vent.

Les mouvements spontanés étaient désavoués par les bonzes, la lutte contre le fascisme n'est qu'un slogan pour les politiciens communistes et socialistes qui ont bridé la plupart des syndicats parisiens. Dès que cette lutte devient sérieuse, elle prend un caractère anti-capitaliste, elle se heurte aux patrons ; l'expérience du Front populaire vacille ; les politiciens sondent la retraite.

C'est ce qui vient de se produire une fois de plus. Les métiers de la Région parisienne très colonisés par le parti communiste furent les premiers à désavouer les tentatives ouvrières pour bouter les fascistes hors des usines. Benoît Frachon écrit sa liste pleurnicharde à son frère du Syndicat professionnel. Les Amicales socialistes ne voyaient partout que des provocateurs.

Les patrons comprirent la division existant entre les bureaucraties et les masses syndiquées, et ils s'enhardirent. Ils répondirent aux expulsions des fascistes par des renvois de syndicalistes ; sachant que les directions syndicales poignardaient la défense ouvrière, les patrons offraient très brutalement le marchandise : « Laissez entrer les Croix de Feu et nous prendrons vos camarades ». Ceci se passe entre autres chez Lavlette et chez Gnome et Rhône, chez Deloré à Clichy ; c'est le lock-out qui frappe les ouvriers assez audacieux pour enlamer la lutte contre le fascisme à l'usine même.

Les dirigeants syndicaux ont deux objections au mouvement spontané déclenché par les protestataires. Ils se basent sur la lettre des conventions collectives elles-mêmes garantissant aux ouvriers la liberté de se syndiquer où il leur plaît. En outre, c'est le principe même de cette liberté qu'ils revendentiquent en engageant les ouvriers à attaquer les Syndicats professionnels que sur le terrain de la propagande.

Cette argumentation est fausse parce que les Syndicats professionnels ne sont pas des associations ouvrières où l'adhésion est libre et volontaire. Ce sont des organismes d'infiltration patronale dans lesquels des prolétaires sont racolés par la menace du licenciement. En cherchant à nettoyer les usines des nids fascistes, l'action ouvrière ne fait que répondre à une pression patronale. Le problème étant posé ainsi, ce n'est plus par des paroles, des tractages, des réunions, qu'il peut être résolu. C'est par l'exercice de la force, et le tout est de savoir qui dans ce domaine l'emportera : le prolétariat ou la bourgeoisie.

La police du Front populaire commence à intervenir activement dans le cours même des grèves. Ainsi aux cars Renault à St-Denis, uniquement parce qu'il y avait des pourparlers en cours, la police est entrée expulser les ouvriers du garage, prévenant une occupation possible. C'est d'ailleurs la même menace qui a influencé les ouvriers chez Lavlette pour obtenir la réadmission des fascistes.

Heureusement que dans certains coins, la combativité de la classe ouvrière se manifeste et triomphe. Grèves en série dans la région lyonnaise pour l'instauration immédiate de la semaine de 40 heures, sans attendre la grâce des décrets-lois.

D'autre part, l'unanimité des travailleurs du Métro, au cours de la grève générale, explique la hâte, brusque avec laquelle les 40 heures viennent de leur être accordées. Mais le bouquet fut la grève des camionneurs du tabac. La presse ouvrière en a parlé le moins possible, il ne fallait pas dévoiler la décision avec laquelle cette lutte était menée, sans s'occuper du trouble causé chez les Français moyens ferronniers de voir les « Gauloises » disparaître. Vincent Auriol a mis les pouces et surtout a fait mettre les pouces aux entrepreneurs de tabacs : augmentations de salaires, la semaine des 40 heures en vitesse, et même... voltez-vous la face, stakhanovistes à la Benoît Frachon ! peïement des jours de grève.

Gageons que si les grévistes du nettoyage, au lieu de consentir patologiquement à nettoyer les Halles malgré leur grève, avaient laissé envahir le centre de Paris par les saloperies qui s'y accumulent en 48 heures, au lieu de se prendre aux basques d'un arbitre quelconque comme ils le font à présent, ils auraient satisfaction dès maintenant.

### N. LENOIR.

#### DANS LES P.T.T.

Un ordre du jour des jeunes facteurs contre le projet Dezearnaud

La Commission d'Etude des jeunes facteurs de la Région Parisienne s'est réunie le mercredi 10 mars. C'est à l'unanimité qu'elle a voté l'ordre du jour suivant. Après discussion sur le projet Dezearnaud tendant à la militarisation de la jeunesse s'oppose unanimement à la préparation militaire qui jusqu'à présent était une caractéristique des régimes de dictature.

Les jeunes P. T. T. sincèrement attachés à la paix, souhaitaient l'annulation d'une telle mesure arbitraire, estimant déjà trop long le service de deux ans sacrifiant inutilement deux années de leur jeunesse.

#### Groupes d'Usines de l.U.A.

## Assemblée générale

Samedi 3 Avril 1937, à 14 heures précises : Salle des « Deux Hémisphères » angle des rues Saint-Martin et du Château d'Eau. — Métro : Château d'Eau.

#### ORDRE DU JOUR

Information : LES ANARCHISTES EN FACE DE LA SITUATION ACTUELLE. — Rapport d'activité ; Rapport du trésorier ; Journaux d'usines ; Bulletin mensuel ; Divers.

# le libertaire syndicaliste

## SORTONS DE L'ORNIÈRE

Si, voici bientôt deux ans, nous nous sommes dressés contre l'entrée de la C.G.T. dans le Rassemblement Populaire, c'est que nous avions prévu que cette coalition politique, représentant des intérêts plus ou moins contraires, ne tarderait pas à se retourner contre les travailleurs et que la C.G.T. n'avait pas à courir les agissements antiguerrillers des politiciens, mais conserver son indépendance pour maintenir la bataille revendicative sur le terrains de la lutte de classes.

Or, la ligne de conduite observée par les directions syndicales depuis cette date justifie amplement nos appréhensions sur leur intention d'utiliser cette participation pour maintenir le mouvement ouvrier dans l'ornière de la paix sociale, qui, sous le masque démocratique, prolonge l'arbitraire de l'exploitation capitaliste.

C'est cette attitude qui a déterminé le freinage des revendications ouvrières de juin, c'est elle qui permet à la contre-offensive patronale de se développer pour réduire à néant l'essentiel des conquêtes obtenues par l'action directe des travailleurs.

Le coup de frein donné à la protestation ouvrière qui a répondu à la fusillade de Clichy n'est-elle pas une démonstration éclatante de la dépendance des sommets syndicaux qui

tentent de dissimuler les responsabilités gouvernementales les plus évidentes ?

Tout cela, parce que les besoins de la politique extérieure de l'U.R.S.S. ont nécessité le retour des petits turbulents du P.C. dans le giron de la France républicaine ; parce que ces derniers, qui sur un signe, ont tout à coup senti vibrer en eux la corde patriotique, n'ont de plus cher souci que de réaliser l'union de tous les Français » par le sacrifice des uns aux intérêts des autres ; parce que la politique de collaboration de classes pratiquée par le gouvernement de Front populaire, ne permet pas de toucher aux prérogatives essentielles du capital et à ses formations fascistes plus ou moins camouflées.

Voilà la politique que sont invités à défendre les travailleurs embagadés dans les cellules communistes d'usines et les Amicales socialistes. Laissons-leur la responsabilité d'une acceptation dont ils seront les premiers à regretter les effets décevants.

Cependant, l'expérience de ces derniers mois a démontré que seule l'action directe de la classe ouvrière a été féconde en résultats positifs, tandis que les revendications réformistes contenues dans le plan « d'urgence » de la C.G.T. qui requièrent l'intervention gouvernementale, comme le contrôle du Crédit, la nationalisation des industries-clés, etc., ont

été mises en échec par les trusts de la Finance et de l'Industrie. Il ne peut plus être question de s'illusionner, autre mesure sur les possibilités réalisatrices de la collaboration syndicalo-gouvernementale.

Devant les faillites accumulées, la politique ouvrière du syndicalisme devrait consister pour nos dirigeants à revendiquer hautement la gestion des entreprises de production et de réparation, transports, etc., à poursuivre, sur la base de l'entreprise, l'action et l'éducation nécessaires pour préparer, par le truchement de ses délégués d'ateliers, la classe ouvrière à ce rôle, en vulgarisant les données du contrôle ouvrier qui n'attendent que la volonté des intérêts pour être appliquée.

Mais ne craint-on pas dans certaines sphères dirigeantes du mouvement syndical que cette initiation ne développe les aspirations ouvrières qui déborderaient le programme revenant minimum auquel on veut les assigner ?

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels des Assurances qui brimaient leurs collègues de la C.G.T. et les empêchaient de travailler ?

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels de métiers du Nord, qui, en plein accord avec un patronat rasé, se mettent à la rue (sic) dans le seul but de contrer la rentrée des ouvriers ?

Tes frères aussi, les jeunes de la Société Industrielle des Téléphones, les jeunes de la Suze, tous membres du syndicat professionnel et farouches adversaires de la C.G.T. Et c'est ceux-là, c'est toute cette pourriture fasciste, qui « vise à la suppression du patronat et des salariés » feront bien de rappeler à leurs dirigeants que cette tâche doit être menée, selon le principe minimum auquel on veut les assigner :

Quoi qu'il en soit, les travailleurs conscients de la mission historique du syndicalisme qui « vise à la suppression du patronat et des salariés » feront bien de rappeler à leurs dirigeants que cette tâche doit être menée, selon le principe minimum auquel on veut les assigner :

N. FAUCIER.

## Au « camarade » Frachon

### Secrétaire adjoint de la C.G.T.

J'ai lu dans *l'Humanité* ta lettre ouverte à ton frère du Syndicat professionnel.

Le jeune du S.P., tu appelles ton frère « une drôle de famille. Il n'y a encore pas si longtemps que tu ne reconnaissais comme des frères tes adhérents du grand parti des masses, que les ouvriers n'acceptent que le mot « frère » classe contre classe. Il faut croire que l'atmosphère de la rue Lafayette est rudement lénifiante pour que ton évolution ait été si rapide et si complète.

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels des Assurances qui brimaient leurs collègues de la C.G.T. et les empêchaient de travailler ?

Tes frères Frachon, les jeunes des syndicats professionnels de métiers du Nord, qui, en plein accord avec un patronat rasé, se mettent à la rue (sic) dans le seul but de contrer la rentrée des ouvriers ?

Tes frères aussi, les jeunes de la Société Industrielle des Téléphones, les jeunes de la Suze, tous membres du syndicat professionnel et farouches adversaires de la C.G.T. Et c'est ceux-là, c'est toute cette pourriture fasciste, qui « vise à la suppression du patronat et des salariés » feront bien de rappeler à leurs dirigeants que cette tâche doit être menée, selon le principe minimum auquel on veut les assigner :

Quoi qu'il en soit, les travailleurs conscients de la mission historique du syndicalisme qui « vise à la suppression du patronat et des salariés » feront bien de rappeler à leurs dirigeants que cette tâche doit être menée, selon le principe minimum auquel on veut les assigner :

Donne-toi, toi, le jeune contre lequel nous luttons dans les usines, dans les chantiers, dans les bureaux, lors de ton fauteuil de secrétaire, tu l'appelles à toi. Et pour qu'il vienne plus sûrement, ne te flanque pas seulement aux résultats de ton appétit pathétique. Tu lui fais miroiter tous les avantages obtenus par l'action révolutionnaire. Il y aurait peut-être beaucoup à dire là-dessus. Les avantages obtenus par l'action ouvrière ont été neutralisés par l'action des dirigeants. La suppression du droit de grève grâce à la loi sur l'arbitrage obligatoire c'est un peu acquis grâce à toi, Frachon. Mais, pour moi, c'est lorsque tu écris que « nul plus que nous ne désire l'ordre et la tranquillité dans le respect des lois et des conventions collectives ». Parlez pour moi, Frachon, mais pas pour nous. Nous savons que si nous avons obtenu les améliorations dont tu parles, c'est en occupant les usines, c'est-à-dire en violant les lois. Et nous en violerons encore, ne t'en déplaise, Frachon.

Il y a encore une autre chose. Pendant que nettement tu t'adresses à ton frère le jeune du S.P., tes sous-ordres de l'Union et des Métaux attaquent désuéttement les camarades militaires célestes coupables de vouloir que les syndicats passent à l'action. Alors, Benoît, qu'est-ce que ça signifie ? Les jeunes le seraient-ils plus sympathiques que les révolutionnaires ? A vrai dire, nous nous en doutions déjà. Merci de nous l'avoir rappelé.

## CAMS.

## Appel au calme

Les conséquences des multiples appels au calme, que nous ont produites les « responsables » du mouvement syndical se font sentir de plus en plus lourdes. Les exploitants redressent la tête et passent carrement à l'offensive. Licenciements pour le seul fait d'être syndiqué, au contraire de l'ordre fait par les syndicats de la C.G.T. vidage des délégués, les plus combattifs sous les prétexes les plus falacieux se multiplient. « Syndicats » sous la signature de Balin nous révélait la semaine dernière qu'à l'usine de la « Suze » en banlieue la direction avait décidé de se débarrasser du « virus révolutionnaire » et remplaçait les syndiqués de la C.G.T. par les Croix de Feu, la même chose se produit journalièrement dans maintes entreprises.

A la chocolaterie Foulon, à la Réunion des Célestins, les célestins sont progressivement éliminés et remplacés par des Croix de Feu. Des bagarres étaient également journallement à l'intérieur de l'usine.

Le 19 mars, le « Peuple », organe de la C.G.T., nous apprenait que dans la région de Douai les « délégués » poursuivis par le patronat pour occupations d'usine, soit condamnés à payer 75 francs par usine pour signification de jugement... et il y a une vingtaine d'usines.

La direction de l'usine Arrel (même région) poursuit les délégués de cette usine en 15.000 francs de dommages et intérêts pour violation de domicile, vol de charbon et d'électricité.

En outre, les délégués ont été avisés que les retenues seraient, faute de paiement dans les délais, effectués sur leurs salaires.

Attendons-nous à ce que là encore, la « justice révolutionnaire » donne satisfaction au patronat ? Qu'en dites-vous camarades ? Ne pensez-vous pas que cette situation doit cesser.

Camarades, souvenez-vous de ceci : *LA LACHETÉ EST PAR EXCELLENCE LE RESPECT DES LOIS.*

En effet, les lois sont faites par des bourgeois, pour des bourgeois. Les lois sont des barrières que les détenteurs de priviléges dressent sur la route qui mène à l'émancipation intégrale. Il nous faut donc négocier pour renverser ces barrières, et en particulier celle qui concerne le « respect de la propriété ». « La propriété, c'est le vol ».

Camarades, en tous lieux et en toutes circonstances, contre les endormeurs, réclamez le retour aux méthodes de juin, à l'action directe, la seule qui puisse non seulement nous permettre de conserver les avantages acquis, mais mieux d'en acquérir d'autres.

### JULIOT.

vres préjudiciables à l'esprit syndicaliste, c'est tout juste, en certains chantiers, si ne sont pas chassés les camarades militants prétendant l'indépendance et l'action directe pour l'obtention de nos revendications.

Pour une meilleure compréhension et une plus grande pénétration d'esprit syndicaliste dans les chantiers et ateliers, camarades du Bâtiment décidés à lutter activement, assistez à cette conférence d'éducation très importante, venez y prendre les arguments qui vous sont nécessaires pour convaincre vos camarades de travail ; apprenez à vous connaître pour lutter ensemble et battre plus facilement le patronat.

Que pas un seul syndicaliste révolutionnaire du bâtiment ne manque à cet appel. Au début de cette conférence, un camarade des terrassiers prononcera une allocution.

Pour un groupe de gars du bâtiment : Pinçon, Petit.

## Aux camarades du bâtiment

### CAMS.

#### Dans les garages

Chez Jacob et Cie, à Montparnasse

G. Jacob et Cie, tenanciers de cette boîte, continuent à marquer leur mépris pour les lois et décrets qui régissent l'exercice de leur profession.

Le rajustement de 8,50 (+0,35 %) est uniformément applicable chez eux, et ils persistent à ignorer ; les 40 heures sont applicables chez eux aux Services administratifs, et ils persistent à ignorer ; les gardiens-pilotes, astreints à faire 56 heures par une inconcevable aberration des syndicats responsables de la C.G.T. en font 84, le nuit.

Déjà, le 20 février, les copains avaient fait grève d'avertissement de 2 h et demi : les résultats furent moins bons qu'on pouvait l'espérer, en raison très directe du manque d'allant, de cran, des responsables de la section syndicale (14<sup>e</sup> arrondissement).

Et que fait l'inspection du travail, enfin ?

#### AUX ATELIERS LAVALETTE

Au lendemain de la tuerie de Clichy où cinq prolétaires furent assassinés par la police du Front populaire, l'effervescence fut grande dans les ateliers. L'idée de « représailles » naissait dans toutes les têtes. Spontanément surgit l'affirmation de protestation en débrayant pendant une heure. Les ouvriers se réunirent pour prendre des décisions. Ils mandatèrent des délégués auprès de la direction pour demander le renvoi immédiat de tous les Croix de Feu. La direction refusa net. Après le compte rendu fait par les délégués (qui furent, à la hauteur de leur tâche) les camarades, à l'unanimité, demandèrent que la grève générale soit déclenchée dans le plus bref délai et que la lutte continue jusqu'à entière satisfaction.

Ici on doit souligner l'attitude d'un délégué qui, sans démagogie et avec raison, fit sentir à chac